

**Droit continental**  
**Ambassade d'Allemagne**  
Mercredi 9 février 2011

---

Monsieur l'ambassadeur,  
Messieurs les hauts magistrats,  
Mesdames, Messieurs les chefs de juridiction,  
Monsieur le président de la Chambre des Avocats  
(*Allemagne*),  
Mesdames, Messieurs les représentants des  
professions,  
Monsieur le directeur général (*Henri Lachmann,*  
*Fondation du droit continental*),

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis de l'initiative qui nous réunit aujourd'hui à l'Ambassade d'Allemagne ; elle vise à valoriser notre modèle de droit continental. Je salue l'implication de la Fondation pour le droit continental, et l'engagement du Président Henri Lachmann pour son travail infatigable en faveur du rayonnement du droit continental. La richesse de ces actions s'exprime aujourd'hui au travers de cette brochure franco-allemande.

Une initiative franco-allemande pour la promotion du droit continental a une valeur symbolique forte – le modèle est aussi celui du droit « romano-germanique » ; mais, surtout, la valorisation de ce modèle doit permettre d'accroître très concrètement son influence.

Reconnaissons que la Civil Law avait connu un certain reflux face à l'essor du modèle libéral anglo-saxon. On la disait mal adaptée à la souplesse du marché, et trop rigide dans le contexte de mondialisation des échanges économiques et des transactions financières. Le rapport « Doing Business » publié par la Banque mondiale en 2004 en a apporté une parfaite illustration, portant un regard caricatural sur notre droit. L'allègement des contraintes juridiques, la régulation par le seul marché étaient censées être plus favorables au développement économique.

On le sait cette opposition a vécu, la crise économique et financière de 2008 a conduit à une prise de conscience des avantages d'une régulation par le droit. Et c'est par un juste retour des choses qu'ont été reconnues, ces dernières années, les qualités du droit continental en ce domaine.

**1. Le droit continental présente d'indéniables atouts de sécurité et d'adaptabilité : il permet aux échanges économiques de se développer dans un cadre de confiance.**

Il convenait, en effet, de trouver des réponses juridiques efficaces, pour apporter à nos concitoyens des garanties face au risque de défaillance des acteurs économiques privés ; pour garantir l'équilibre entre les opérateurs du marché ; et s'assurer d'une meilleure sécurité dans les échanges économiques et financiers. Le droit continental favorise l'émergence d'un tel **cadre juridique sûr et accessible** : grâce à un droit écrit et codifié, et nous savons l'influence historique de nos deux pays en ce domaine, chacun

est mieux à même de connaître les règles qui lui sont applicables et de faire valoir ses droits. Et l'on sait toute l'importance de la prévisibilité des rapports juridiques dans un contexte d'intense compétition économique.

Elle contribue à davantage de sécurité juridique et donc à la **confiance des opérateurs économiques**, Cette confiance, essentielle, car elle encourage les investissements et garantit l'attractivité et le développement économique de nos entreprises.

Prévisibilité et sécurité juridiques ne sont pas synonymes de rigidité et d'immobilisme. Bien au contraire, le droit continental est **porteur d'un grand nombre d'innovations juridiques**

Ce droit a fait la preuve de son inventivité en droit des sociétés pour proposer à nos entreprises des formes sociales appropriées à la diversité des situations économiques – la France a ainsi récemment créé le statut d'auto-entrepreneur ou encore l'Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée.

2. Le modèle de droit continental offre aux pays qui le partagent un socle de valeurs communes ; mais c'est aussi un **modèle vivant, dynamique et moderne, qui sait s'adapter à nos différences culturelles, historiques. Cette diversité permet à nos systèmes juridiques de s'enrichir mutuellement.**

L'initiative de nos deux pays en témoigne pleinement, elle s'inscrit dans la continuité des actions communes que mènent l'Allemagne et la France, qui travaillent, depuis de nombreuses années, main dans la main, pour être force de proposition et d'innovation au sein de l'Union européenne.

Ce partenariat existe de longue date et s'est traduit au fil des ans par des actions très concrètes en matière de coopération judiciaire. Ainsi, il y a un an exactement (le 4 février 2010), nos deux pays signaient un accord portant création d'un régime matrimonial afin de faciliter la vie quotidienne des couples binationaux.

Nous n'avons pas toutefois entendu limiter cette avancée à nos seuls nationaux en permettant à tout Etat qui le souhaiterait de pouvoir y adhérer.

C'est dans cet esprit de partage et d'échanges que nous devons soutenir les actions qui permettent de mieux faire connaître notre droit.

### **3. La stratégie d'influence juridique de la Fondation pour le droit continental est à cet égard déterminante.**

En développant des partenariats, en organisant des débats, la Fondation permet de mieux faire connaître notre conception du droit au-delà du cercle des pays de tradition civiliste. Promouvoir le droit continental, c'est en donner une image plus exacte et renforcer son rayonnement au niveau international. La Fondation crée ainsi des passerelles très utiles entre le monde du droit, de l'entreprise, de l'économie et de la recherche.

\*  
\*   \*

Notre stratégie d'influence juridique doit, en effet, rester ouverte, car c'est dans le dialogue des cultures, les échanges entre nos systèmes de droit que nous enrichiront nos cadres juridiques. Nombre d'acteurs sont à nos côtés les professions juridiques et judiciaires bien sûr mais aussi la Caisse des dépôts et consignation ou encore les entreprises. Cette initiative commune illustre tout le dynamisme de notre action, elle est une condition de sa réussite aussi ; et j'appelle de mes vœux la poursuite de notre collaboration, afin qu'elle soit longue, fructueuse et porteuse d'accomplissements.